

CCBCL INFO



SOMMAIRE

Actualité de la Chambre p.1-2

Nouvelles de Lubumbashi p.3-4

Annonces p.5-6

Affaires juridiques p.7-12

Dossier p.13-15

Appels d'offres p.16

Échos du Congo p.17-18

Échos de l'Etranger p. 19-20

Contact

C/o Alliance Belgo
Congolaise
Av. de la Justice
2703 , Kinshasa
Gombe
R.D.Congo

Heures d'ouvertures du secrétariat

Du lundi au vendredi
de 8 h 30 à 16 h 30

Téléphone

081 88 48 319
089 89 49 292

E-mail

ccbc@gbs.cd

Site web

www.ccbc—rdc.be

Ce bulletin est réalisé grâce à l'appui du SPF Affaires Etrangères et des Régions

ACTIVITES DU MOIS DE FEVRIER 2011

Réunion du Conseil d'Administration, le vendredi 11 février

Une réunion du Conseil d'Administration s'est tenue le vendredi 11 février 2011.

Assemblée Générale, le jeudi 17 février

L'Assemblée Générale de la CCBCL s'est tenue le 17 février 2011 à l'Hôtel Sultani sous la présidence de Monsieur Yves Debiesme. Le procès-verbal de cette réunion sera publié dans le CCBCL-info du mois de mars. Le cocktail de Nouvel An était honoré de la présence de l'Ambassadeur de Belgique, Monsieur Dominique Struye de Swielande.



Séminaire de Formation et d'information sur le droit OHADA, le 14 et 15 février

Le lundi 14 février les participants ont été formés et informés sur le droit commercial général et le lendemain sur le droit des sociétés commerciales en particulier. Les exposés étaient faits par des formateurs de 'ERSUMA', l'école de formation de l'OHADA. En effet, dans le cadre de l'entrée de la RD Congo dans le système OHADA, les bailleurs de fonds, Banque Mondiale et l'Union Européenne soutiennent le gouvernement congolais dans son action et ont organisé et financé la venue sur place des formateurs de l'école ERSUMA pour former les Magistrats, Greffiers et autres. Le projet a été organisé sur place par le COPIREP. Les orateurs de ce séminaire étaient Monsieur Backidi, Responsable de l'école ERSUMA et Maître Matissa. Pendant plus ou moins 3 heures les orateurs ont fait leur exposé, Après la pause, le temps a permis un débat avec questions et réponses.

Etude de satisfaction (suite)

En collaboration avec l'entreprise CMCT, la CCBCL exécute actuellement une étude de satisfaction des membres relative aux activités de la Chambre. Les trois objectifs de cette étude sont les suivants: mettre la base de données de la CCBCL à jour, relever les attentes des membres et appréhender le niveau de satisfaction des membres à l'égard des réalisations de la CCBCL.

Quelques membres nous ont déjà envoyé la partie quantitative remplie pour lequel nous les remercions beaucoup. Merci d'avance aussi à tous les autres membres de remplir cette partie de l'étude. Entretemps, la partie qualitative qui comprend un entretien avec quelques-uns de nos membres est en exécution. Le Conseil d'Administration s'engage à tenir compte des résultats qui sortiront de cette étude.

ACTIVITES DU MOIS DE MARS 2011

Déjeuner-Conférence : le mercredi 9 mars

Monsieur **Herman Decroo, Ministre d'Etat** de la Belgique rendra une visite au RD Congo du 7 au 12 mars. Dans le cadre de cette mission, la Chambre organise le mercredi 9 mars un Déjeuner-Conférence. Le thème retenu est : « **La Belgique : quel avenir ?** ». En annexe vous trouverez le bulletin d'inscription et les conditions. *Clôture des inscriptions : le lundi 7 mars à 12h00.*

Formation : du lundi 14 au mercredi 16 mars

La Chambre offre aux membres la possibilité de suivre un cours sur le thème « **la fiscalité des entreprises** ». Le séminaire s'adresse aux comptables, trésoriers, auditeurs internes, responsables des ressources humaines et du personnel, contrôleurs de gestion, agents du service commercial et conseillers juridiques. En annexe vous trouverez le bulletin d'inscription et les conditions. Dans le cadre actuel d'OHADA et comme ce thème a été suggéré par nos membres mêmes, on espère de vous voir nombreux à ce séminaire. (Maximum 30 participants). *Clôture des inscriptions : le jeudi 10 mars à 12h00.*

Réunion du Conseil d'Administration, le jeudi 17 mars

Le Conseil d'Administration se réunira le jeudi 17 mars dans les locaux de la CCBCL.

Présentation du noyau de l'Antenne à Lubumbashi de la CCBCL

Erik Pardaens (AFRIMA , Administrateur CCBCL et responsable de l'Antenne Lubumbashi) et...

Eric Kabila (TRADE SERVICE)

Jean Pierre Kongolo (FORREST)

Kevin Falesse (BIAC)

Lionel Sohier (MECELCO - Groupe Utexafrica)

Marine Issumo (MEPHARTECH)

Nicolas Gregoir (VECTURIS-SNCC)

Patrick Katayi (AGETRAF)

Thierry Lolivier (BCDC)

Xavier Pollet (COMEXAS)

Didier Tilman (RAWBANK)

Alexandra Matunga (AJM ASSOCIATES, Administrateur CCBCL)



Erik Pardaens

Comme invité à chaque réunion:

Dirk Loncke (Consul de Belgique)

Philip Heuts (Ministre-Conseiller près le Consulat Général de Belgique)

Activités du mois de janvier et février 2011

Cocktail de nouvel an :

Le vendredi 21 janvier, il y avait un cocktail de Nouvel An chez le Ministre-Conseiller près le Consulat Général de Belgique qui avait spontanément mis à disposition sa maison pour les invités de cette soirée.

Réunions :

Une réunion s'est tenue le jeudi 27 janvier 2011 et une autre le jeudi 24 février 2011.

Visite Entreprise :



Le vendredi 25 février, l'opportunité a été donnée aux membres de la CCBCL, situés à Lubumbashi, de visiter l'usine de la brasserie BRASIMBA.

Les activités et les services organisés par la CCBCL, située à Lubumbashi sont automatiquement valables pour les membres qui se trouvent à Kinshasa et vice versa !

Programme des foires et salons de mars – mai 2011

FORUM ECONOMIQUE

Lieu : Ekaterinbourg, Russie

08/03-14/03

Lieu d'inscription: FEC, bureau 26

Tél : 081 50 32 105

COMESA 4^{ème} : Forum de l'investissement du COMESA

Lieu: Dubaï, Emirats Arabes Unis

23/03-24/03

Organisation: Comesa et la Chambre de Commerce et d'Industrie

Tél: 081 50 32 105

Web site: www.comesainvestmentforum.com

USETEC 2011 : Salon mondial de la technique d'occasion

Lieu: Cologne, Allemagne

06/04-08/04

Organisation: République Fédérale d'Allemagne

Lieu d'enregistrement : FEC, Local 26 au plus tard le 10 février 2011

l'Ambassade de République Fédérale d'Allemagne organisera le 17 février 2011, une séance d'information sur ce salon à l'intention des opérateurs économiques congolais.

**FUTURALLIA KC 2011: Forum pour la promotion des échanges commerciaux –
Marchés internationaux – développement de relations de partenaires et rencontres
des chefs d'entreprises des PME internationales**

Lieu : Kansas City, Etats-Unis d'Amérique

18/05-20/05

Lieu d'inscription: FEC, bureau 26

Date Limite d'inscription : le 28 février 2011

Tél : 081 50 32 105

Africa France Business Meeting2011 : Rendez-vous d'affaires Afrique France

Lieu: Bordeaux, France

23/05-25/05

Organisation: Chambre de Commerce et d'Industrie

Lieu d'inscription : www.africa-france-business.com

Tél : 081 50 32 105

Curricula vitae

CV Philippe Moraux

Voir en annexe

CV Claverie Jonas

Voir en annexe

CV Olivier Van Romphey

Voir annexe

Philippe MORAUX

Kinshasa

Gsm: 00 243 998 166 244

E-mail : listho@micronet.cd



EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

2009 - BANDUNDU AIR sprl (BanAir) à Kinshasa
Compagnie aérienne

Directeur général adjoint, en charge des finances;
Associé minoritaire à travers l'actionnaire BURECO SPRL (30%)

Collaborateur direct du Directeur général (gérant statutaire), participation active à la création de la société (dont mise en place de la structure organisationnelle), suivi de l'exploitation, gestion financière journalière (trésorerie), organisation de la comptabilité et suivi des comptes (généraux et analytiques), suivi des immobilisations, des débiteurs et créanciers, prévisions budgétaires et de trésorerie de la société (bilans et comptes de résultats prévisionnels), supervision de l'administration (dont service du personnel et service juridique).

2004 - 2009 C.A.A. sprl à Kinshasa
Compagnie aérienne
Directeur financier

2001 - 2004 TRACTAFRIC – CONGO sprl à Kinshasa
Concessionnaire Mercedes-Benz, VW et Mitsubishi
Représentant exclusif Caterpillar (génie civil)
Directeur général (gérant statutaire),

1999 - 2001 G.T.M. (Getma Transport Multimodal) sprl à Kinshasa
Transitaire, commissionnaire en douane et représentation maritime
Directeur administratif et financier,

1998 - 1999 Sokinex scarl à Kinshasa
Exploitation forestière - Usine de déroulage de contre-plaqué - Scierie
Directeur financier

1996 - 1997 Speed Change sprl à Kinshasa
Planet Business sprl à Kinshasa
Bureaux de change agréés par la Banque Nationale
Associé-gérant

CV Philippe Moraux (suite)

- 1995 - 1996 Zaire Express sprl, B.P. 12847 à Kinshasa**
Compagnie aérienne (ex Express City et CAL, actuellement HBA)
Directeur financier, membre du Comité de Gestion,
Directeur des approvisionnements et services généraux
- 1984 - 1994 Piesauto sprl, B.P. 7265 à Kinshasa**
Importation et vente de pièces de rechange et accessoires pour véhicules automobiles et industries
Directeur financier et administratif
- 1983 - 1988 Prodex sprl, B.P. 2218 à Kinshasa**
Importation de produits alimentaires de grande consommation
Comptable et agent administratif à temps partiel
- 1983 Ciza sarl, B.P 7598 à Kinshasa**
Société des ciments du Zaïre
Intérim du chef de division commerciale (quatre mois)
- 1981 - 1983 Transmac sprl, B.P. 11077 à Kinshasa**
Transporteur routier
Directeur technique, responsable des biens meubles et immeubles de l'entreprise
- 1977 - 1981 Sesomo - Sogead sprl, B.P. 2361 à Kinshasa**
Bureau inter-entreprises pour le calcul des salaires et l'application des lois sociales
Responsables des services comptables, coordination et contrôle (Kinshasa),
Directeur d'agence intérimaire (Lubumbashi)

FORMATION

- 1968 - 1970 Institut Technique Don Bosco - Bruxelles
humanités techniques
- 1970 - 1975 Ecole Privée Prince de Liège - Kinshasa
humanités sciences économiques
- 1975 - 1976 Institut Catholique des Hautes Etudes Commerciales -
Bruxelles - candidature sciences économiques
- 1976 - 1977 Institut Paul Lambin - UCL - Bruxelles
graduat informatique
- 1976 - 1977 Chambre Belge des Comptables - Bruxelles
comptabilité cours du soir

DIVERS

Né le 14 mai 1954 (56 ans) à Kisangani (R.D. Congo), Nationalité belge
Marié, deux enfants

Langue maternelle: français, connaissance passive de l'anglais
Connaissances informatiques : Office

CV Jonas Claverie



21/12/1985 Kananga R.D.C • 23 Avenue Joli-Parc, Kinshasa, R.D.C. • +243 81 80 53 378

jonas.claverie@gmail.com

EDUCATION

PARIS School of Business

Bachelor of Business Administration, Management Major

Graduation July 2010

PARIS

E.I.S.T.I. (Cergy, France)

Ecole d'ingénieurs sur concours C.C.P.

September 2006 – June 2007

Lycée Fabert (Metz, France)

C.P.G.E. (Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles) MPSI/MP

September 2004 – June 2006

Lycée Descartes High School KINSHASA (D.R.C.)

Baccalauréat Scientifique

2000 – 2004

LEADERSHIP ROLES AND ACTIVITIES

Career Association

PARIS President

Sep 2008 - June 2010

- Booked rooms to facilitate officers in the implementation of various chapter social and professional activities
- Developed an incentive based attendance policy to ensure fairness and maximum turnout to all events
- Lead conduct over the meetings of the fraternity to assure efficient communication between members
- Arrange for brothers to become involved and reward those who have contributed to further the group's success

Webmaster

- Updated the website with most recent pictures and fliers to improve recruitment and professional attendance
- Redesigned the website using Adobe Dreamweaver C S3 to ensure a more organized and efficient use of space
- Collaborated with Director of Alumni Relations to increase information flow to both alumni and current members

EXPERIENCE

CITIBANK CONGO (D.R.C.)

November 2010 – January 2011

KINSHASA (D.R.C.)

Customer Relationship Associate

RELATED SKILLS AND INTERESTS

- **Languages :** English (Fluent), French (Fuent)
- **Computer :** Microsoft Excel and Powerpoint, Maple, Basic Java
- **Interests :** Checks, Violin, Greek mythology

CV Olivier Van Romphey

c/o Cité C.B.G. – Kamzar
République de Guinée (Conakry)
+224/63 86 64 71
+32/478 20 40 93
ovanromphey@skynet.be

Né à Ougrée, le 25 septembre 1957
Nationalité belge
Célibataire



OBJECTIF

CADRE FINANCIER Emploi stable et à long terme

TITRE ET DIPLÔMES

EXPERT-COMPTABLE ET CONSEIL FISCAL AGRÉÉ IEC
- Bachelier en Sciences économiques (ULg)
- Expert-Comptable (6 ans) C.B.C.E.C. Lg

LANGUES

Français (langue maternelle)
Anglais
Néerlandais

INFORMATIQUE

MS Office
Bob, Cubic, Popsy
SAP, ERP, AS400

05/08-11/10

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Consortium Alcoa/Rio Tinto/Gouv. Guinéen Guinée Conakry
Mine de bauxite + usine de séchage/broyage + port d'embarquement
Senior Internal Auditor (n° 2 du département)
Mandats d'audit, Suivi du Contrôle interne, Risk management
(résolution de problèmes spécifiques, corruption, etc.)
Suivi et préparation des travaux des auditeurs externes (PWC-US)
Management des juniors du département
Pratique journalière de l'anglais

5/07 – 3/08

Interim chez **Holcim** (Groupe suisse – ciments) La Hulpe (Be)
Soutien à l'uniformisation européenne de la comptabilité + Sce Fiscalité
Etablissement de bilans de filiales

6/06 – 4/07

Bureau de réviseurs d'entreprises D.C. & Co (23 personnes) Liège (Be)
Expert-Comptable
Préparation et finalisation des dossiers de contrôle

02/04 – 08/06

Ets GDA s.a. Barchon (Be)
(transform. mat. de voirie/trait. des eaux) CA 3 000 000 € + filiale en Flandre
Expert-Comptable – Contrôleur de gestion
Reporting, budget, coûts, trésorerie, contrôle inventaire, bilans
Amélioration des procédures, réduction des coûts
Déclaration fiscale, Sce du personnel, paiement et suivi créances

CV Olivier Van Rompey (Suite)

01/02 – 01/04	Indépendant à titre accessoire <i>Expert-Comptable – Conseil fiscal</i> Remise et clôture de dossiers + résolution contrôle fiscal délicat pour deux clients à C.A. important	Liège (Be)
01/02 – 01/04	En parallèle : divers intérim : <i>Expert-Conseil – Senior Accountant – Enseignant</i> Contacts avec auditeurs et contrôleurs fiscaux luxembourgeois Liquidation d'un petit groupe de 3 sociétés – secteur sidérurgie Professeur de comptabilité, fiscalité et économie Sous-traitance pour des experts-comptables Apprentissage sur SAP	Belgique
09/95 – 12/01	Indépendant à titre principal – Bureau comptable <i>Comptable – Expert-Comptable (1999) et Conseil fiscal</i> Missions classiques : clôtures, déclarations fiscales, TVA, contacts banques, consultance Mission spécifique : règlement d'une succession avec évaluation et cession d'une société Responsable financier et administratif (externe) d'une PME, domaine médical, consolidation	Liège (Be)
09/93 – 08/95	Luxguard s.a. – filiale groupe US Guardian Fabrication de verre (float, en couches) – CA 75 000 000 € <i>Accountant – Assistant Plant Controller</i> Suivi prix de revient verre trempé, écarts et justifications Clôtures comptables et reportings – suivi comptabilité Pratique journalière de l'anglais	Luxembourg (G.-Duché)
11/91 – 08/93	Glaverbel Athus s.a. Fabrication de verre feuilleté pour bâtiment – CA 6 500 000 € <i>Assistance intérimaire long terme du responsable financier</i> Mise en place structure administrative et financière de la filiale Suivi du démarrage et du redressement des comptes	Athus (Be)
1984 – 1991	Début de carrière <i>Comptable – Candidat puis Expert-Comptable – Collaborateur de Réviseurs d'entreprises – Responsable administratif et financier</i> En charge de la bonne marche de dossiers de Trade finance (L/C, autres crédits, garanties bancaires...)(succursale d'une société américaine) Reporting, clôtures comptables, fiscalité Suivi de commandes, trésorerie, contacts banques Mission de contrôle dans le cadre d'un gros chantier Travaux Publics (E5-E9)	Belgique

Note circulaire N°CAB/0025/MIN/AGRI/2011 concerne « Alerte à la dioxine en Allemagne » (Norbert BASENGEZI KATINTIMA, le 21 janvier 2011)

Le Ministre de l'Agriculture suit avec attention l'évolution du dossier alerte à la dioxine en Allemagne où ce produit toxique a été décelé dans plus de 75 exploitations impliquées dans la fabrication des aliments composés destinés au porc d'élevage.

Devant le danger de contamination à la dioxine des viandes importées d'Allemagne en République Démocratique du Congo, le Ministère de l'Agriculture a pris les mesures suivantes :

- Interdiction de délivrance des autorisations d'importation des viandes porcines et de leurs sous produits en provenance d'Allemagne depuis le 10 janvier 2011.
- Renforcement des mesures de police sanitaire aux postes frontaliers.
- Consignation des viandes des porc importées d'Allemagne avant la décision d'interdiction en procédant au prélèvement des échantillons en vue de déterminer le taux de la dioxine par des laboratoires spécialisés.

En attendant, le Ministre de l'Agriculture invite la population au calme, à participer à la mise en œuvre des mesures ci-dessus et à soutenir l'effort de production locale de viande de porc initié à partir des DAIPN du pays.

Décret N° 011/03 du 21/01/2011 portant interdiction du contrôle et recouvrement des impôts, Droits, Taxes et autres redevances dus à l'Etat sans requête des régies Financières (Adolphe MUZITU et LUZOLO Bambi LESSA, le 21 janvier 2011)

Le Premier Ministre,

Vu la constitution, spécialement en son article 92 ;

Vu la loi n°004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales telles que modifiée et complétée à ce jour par la loi n°06/003 du 27 février 2006 ;

Vu l'ordonnance n°08/064 du 10 octobre 2008 portant nomination d'un premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n°08/073 du 24 décembre 2008 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n°08/074 du 24 décembre 2008 fixant les attributions des Ministères, spécialement en son article 1^{er}, B, points 6 et 35 ;

Vu l'ordonnance n°10/074 du 19 février 2010 portant nomination des Vices-Premiers Ministres, des Ministres et des Vice-ministres ;

Considérant la politique du Gouvernement en vue de l'amélioration du climat des affaires et des investissements en République Démocratique du Congo ;

Considérant la nécessité et l'urgence ;
Sur proposition du Ministre de la Justice et Droits humains ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article 1 :

Les régies financières et l'administration des impôts ont seules le pouvoir exclusif de vérifier sur pièce ou sur place l'exactitude des déclarations de tous les impôts droits, et autres redevances dus à l'Etat par les redevables conformément aux dispositions légales en vigueur.

Comme invité à chaque réunion:

Article 2 :

Tout officier de police judiciaire à compétence générale ou restreinte ou tout inspecteur de police judiciaire, tout service de sécurité, tout agent public de l'Etat ne peut mener des enquêtes en matière de contrôle et recouvrement des droits, taxes et autres redevances dus à l'Etat qu'à la seule condition d'être requis par le procureur de la République du ressort saisi par l'administration des impôts conformément aux dispositions légales en vigueur.

Article 3

Toutefois, en cas de dénonciation et lorsque l'administration des impôts ou les régies financière sont elle-même en cause, soit sur instruction du Président de la République, soit à la demande du Gouvernement soit sur réquisition des autorités judiciaires, l'Inspection générale des Finances peut procéder à la contre vérification de toute situation fiscale, douanière ou parafiscale en vertu de l'article 1^{er} de l'ordonnance n°09/097 du 8 décembre 2009 modifiant et complétant l'ordonnance n°87-323 du 15 septembre 1987 portant création de l'Inspection Générale des Finances, en abrégé « IGF ».

Article 4 :

Toute immixtion des services non autorisés, ainsi que toute enquête des inspecteurs de police judiciaire ou officiers de police judiciaire, des services de sécurité, des officiers du Ministère public en matière de contrôle et recouvrement des impôts, droits et taxes et autres redevances dus à l'Etat, sans saisine préalable du procureur de la République du ressort par l'administration des impôts ou les régies financières, sont prohibées et donnent lieu à des poursuites disciplinaires à l'endroit de leurs auteurs.

Article 5 :

Sont punis conformément notamment aux dispositions des articles 125, 147, 148, 149, 149bis, 149 ter, 150^e et 180 du code pénal, tous les auteurs co-auteurs et complices des actes de faux, de corruption, de trafic d'influence et atteintes portés par des fonctionnaires publics aux droits garantis aux particuliers.

Article 6 :

Le Ministre de la Justice et Droits Humains est chargé de l'exécution du présent Décret qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Ministère de la Culture et Arts : Note Circulaire n°011/CAB/MIN/CA/2011 concerne « Mise au point concernant les services du Ministère de la Culture et des Arts »
(Jeannette KAVIRA MAPERA le 24 janvier 2011)

Mesdames, Messieurs,

Je constate qu'une grande confusion est créée auprès des entreprises assujetties aux droits des redevances relevant de la compétence du fonds de promotion culturelle à cause de l'extension abusive par certains agents véreux, des matières taxables, notamment la publicité promotionnelle, permanente et occasionnelle, qui n'ont aucun fondement légal, dans la mesure où l'annexe de la loi 05/008/ du 31 mars 2005 qui complète la loi 04/015 n'a pas prévu la publicité comme acte générateur de recettes pour les fonds de promotion culturelle, ce qui fait que l'arrêté interministériel n° 0116/cab/min/ca/2008 et n° 277/CAB/MIN/FINANCES/2008 du 28 novembre 2008 signé et laissé par mon prédécesseur est manifestement illégal.

Cette extension abusive entretient la confusion et cause de la tracasserie pour les entreprises.

En outre, à la suite des travaux de concertation entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux tenus du 18 au 21 novembre 2010, le conflit de compétences entre la Ville de Kinshasa et mon ministère a été entièrement vidé de son objet.

En effet, le point I des résolutions des dits travaux stipule de manière non équivoque que : « ...les provinces percevront dorénavant à titre exclusive les droits, taxes et redevances attachés à leurs compétences exclusives.

Ces actes générateurs sont ceux repris dans l'avant-projet de la nouvelle nomenclature des impôts, droits et redevances des provinces et des entités territoriales Décentralisées, transmis par le ministre des finances au Ministère de l'intérieur ».

A ce sujet, je tiens à confirmer à votre particulière attention que les taxes afférentes à la délivrance des autorisations d'implantation des structures de publicité sous toutes ses formes et de tous les affichages publicitaires sont bel et bien reprises dans l'avant projet de loi précitée.

Par voie de conséquence, la Ville de Kinshasa, est la seule compétente pour autoriser les dispositifs de publicité sous toutes leurs formes et à percevoir les taxes sur la publicité extérieure, quelle soit permanent, occasionnelle ou promotionnelle, et ce, sur toute l'étendue de son territoire.

Ainsi, je vous saurai gré d'assurer une large diffusion de la teneur de cette lettre auprès de vos membres et de les inviter à s'abstenir dorénavant de payer cette taxe auprès du secrétariat générale à la culture et aux arts ou au fonds de promotion culturelle et de ne point entraver l'exercice normal de cette compétence par les services habilités de la Ville de Kinshasa.

Par ailleurs, en ce qui concerne le SONECA, étant entendu qu'une société en liquidation ne peut en aucun cas s'adonner à l'indentification de nouveaux redevables, ni continuer la perception des nouvelles redevances, j'attire votre attention sur le fait que la SONACA ne peut jamais, conformément à la loi en vigueur en matière de la liquidation, poser des nouveaux actes ni prétendre recouvrer d'autres créances que celles dues avant la période de sa liquidation.

Un liquidateur est chargé de gérer les droits qui ont existé avant la liquidation et non ceux qui viennent après.

Ceux-ci sont de la compétence de la structure à naître et non d'un liquidateur.

Je m'insurge, encore une fois, contre tout comportement, dans le chef de la SONACA en liquidation, de nature à entraîner les éléments de la police Nationale, les magistrats, les inspecteurs judiciaires et autres autorités ou agents de l'ordre dans des intimidations et tracasseries des opérateurs économiques.

La présente concerne tous les redevables à travers toute la République Démocratique du Congo.

Ministère de la Culture et des Arts : Arrêté Ministériel N° 0033/CAB/MIN/CA/2011 portant suspension d'un Directeur Général du Fonds de Promotion Culturelle, « FPC »
(Jeannette KAVIRA MAPERA, le 31 janvier 2011)

Le Ministre de la Culture et des Arts,

Vu la constitution, spécialement en son article 93 ;

Vu l'ordonnance-loi n° 87-013 du 03 avril 1987 portant création du Fonds de Promotion Culturelle ;

Vu, telle que modifiée et complétée l'ordonnance n° 08/074 du 24 décembre 2008, l'ordonnance n° 07/018 du 16 mai 2007 fixant les attributions des Ministres ;

Vu l'ordonnance n° 10/025 du 19 février 2010 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, Ministres et Vice-ministres ;

Vu tel que modifié et complété l'Arrêté Ministériel n°22/CAB/MCA/MIN/045/DN/2003 au 1^{er} avril 2003, l'arrêté Ministériel n° 001 du 12 janvier 1994 portant statut du Fonds de Promotion Culturelle ;

Vu l'Arrêté Ministériel n° 029/Cab/MIN/CA/2010 du 02 septembre 2010 portant nomination des membres du comité de Gestion du Fonds de Promotion Culturelle « FPC » en sigle ;

Attendu qu'il est reproché au Directeur Général du Fonds de promotion Culturelle une mégestion administrative et financière caractérisée, préjudiciable aux recettes pour compte du Trésor Public et à la bonne marche du Fonds de promotion Culturelle ;

Attendu qu'il est impérieux de rétablir l'orthodoxie dans la gestion dudit service public en vue de lui permettre de remplir sa mission et maximiser les recettes en vue d'atteindre les assignations lui dévolues au bénéfice du Trésor Public ;

Vu la nécessité et l'urgence ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Est suspendu de ses fonctions, Monsieur Pierre-Colin KABINDA EKANGA NGOY, Directeur Général du Fonds de Promotion Culturelle « FPC » en sigle.

Article 2 :

Le secrétaire Général à la Culture et Arts est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Ministère des Finances : Arrêté Ministériel n° 008/CAB/MIN/FINANCES/2011 portant fixation des coefficients de réévaluation applicables aux bilans clos au 31 décembre 2010 (MATATA PONYO Mapon, le 17 février 2011)

Le Ministre des Finances,

Vu la constitution, spécialement en son article 93 ;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'ordonnance-Loi n°69-009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus ;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'ordonnance-Loi n°89-017 du 18 février 1989 autorisant la réévaluation de l'actif immobilisé des entreprises, spécialement en son article 22 ;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'ordonnance n° 75/024 du 03 février 1975 portant création d'un conseil Permanent de la Comptabilité au Congo ;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'ordonnance n°76-150 du 16 juillet 1976 fixant le plan comptable général congolais ;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'ordonnance n°78/164 du 21 avril 1978 portant organisation et fonctionnement du conseil permanent de la comptabilité au Congo, en abrégé C.P.C.C ;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, le Décret n°017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la Direction Générale des Impôts ;

Vu l'ordonnance n°08/073 du 24 décembre 2008 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du gouvernement ;

Vu l'ordonnance n°08/074 du 24 décembre 2008 fixant les attributions des ministères ;

Vu l'ordonnance n°10/025 du 19 février 2010 portant nomination des Vices-premiers Ministres, Ministres et Vice-Ministres ;

Revu l'Arrêté Ministériel n°009/CAN/MIN/FINANCES/2010 du 11 février 2010 portant fixation des coefficients de réévaluations applicables aux bilans clos au 31 décembre 2009.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Les coefficients de réévaluation applicable aux éléments immobilisés réévaluables, définis à l'article 2 de l'ordonnance-Loi n° 089-017 du 18 février 1989 autorisant la réévaluation des actifs immobilisés des entreprises, sont fixés, pour les bilans clos au 31 décembre 2010, conformément au tableau en annexe

Article 2

Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires au présent Arrêté.

Article 3 :

Le Directeur Général des Impôts et Secrétaire Général du conseil Permanent de la Comptabilité au Congo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Ministère des Finances : Note circulaire n°002/Cab/MIN/FINANCES/2011 relative aux modalités pratiques de prise en charge par les provinces des actes générateurs attachés à leur compétences exclusives (MATATA PONYO Mapon, le 10 février 2011)

La présente note a pour objectif de définir les règles relatives à la prise en charge, par les provinces, des actes générateurs des recettes qui relèvent de leurs compétences exclusives.

Conformément à la constitution de la République Démocratique du Congo, les matières relatives à l'établissement et à la collecte des impôts, droits, taxes et redevances, sont du domaine de la loi. En attendant la promulgation de la loi portant la nouvelle nomenclature des impôts, droits, taxes et redevances relevant des compétences des provinces et des entités territoriales décentralisées, le Gouvernement Central et les Gouvernements provinciaux ont conclu, lors des concertations tenues à Kinshasa, du 18 au 21 novembre 2010, à l'initiative de son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, à la nécessité de rationaliser la perception des droits, taxes, et redevances dans les provinces.

Dans le communiqué final sanctionnant la fin des travaux, les deux parties, au regard des contraintes juridiques et politiques, ont convenu de prendre des mesures transitoires d'encadrement de recettes des provinces et des entités territoriales décentralisées.

Ces mesures se déclinent de la manière suivante :

1. La DGRAD ne devra plus encadrer les recettes générées par les actes attachés aux compétences exclusives des provinces, contenus dans la loi n°04/015 du 16 juillet 2004 fixant la nomenclature des actes générateurs des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations, telle que modifiée et complétée par la loi n°05/008 du 31 mars 2005.
2. La liste exhaustive de ces actes figure dans l'annexe de la présente note circulaire.
3. Les imprimés de valeur et administratifs qui se rapportent aux actes générateurs transférés aux provinces et détenus actuellement par la DGRAD, seront mis, jusqu'à l'épuisement du stock, à la disposition des provinces et entités territoriales décentralisées, qui soumettront leurs demandes à la régie précitée aux fins d'approvisionnement. Aussi, les commandes des imprimés de valeur et administratifs en cours, seront-elles réceptionnées suivant la procédure en vigueur en la matière mises progressivement à la disposition des provinces et entités territoriales décentralisées.
S'agissant des imprimés de valeur à caractère national, la gestion de celle-ci relève de la compétence de la DGRAD qui les mettra progressivement à la disposition des Provinces selon les besoins qui seront exprimés
La valeur des imprimés cédés par le Gouvernement Central fera l'objet d'un paiement, au profit du Trésor public, suivant les modalités à convenir entre la DGRAD et les Régies financières Provinciales.
Pour l'avenir, les provinces et les Entités territoriales décentralisées se chargeront des commandes des imprimés de valeur et administratifs à caractère provincial.
Toute fois, pour éviter la fraude dans la circulation des imprimés de valeur et administratifs, chaque province prendra des mesures de sécurisation en y apposant des signes distinctifs.
4. Un protocole d'accord à signer entre les Gouvernements Provinciaux et les Services d'assiette, qui constatent et liquident les actes générateurs transférés, va déterminer les modalités pratiques de collaboration, notamment les procédures de perception et de la rétrocession des recettes encaissées.
5. J'attache une particulière importance à l'exécution sans faille des mesures reprises dans la présente note circulaire.

La Banque mondiale prévoit de publier une nouvelle stratégie pour l'Afrique en mars 2011

La Banque mondiale prévoit la publication d'une nouvelle stratégie qui indiquera comment l'institution entend réviser son approche et approfondir son partenariat avec l'Afrique d'ici 2016.

La stratégie, intitulée « *Africa's future and World Bank support to it* » (L'avenir de l'Afrique et comment la Banque mondiale entend y contribuer), a bénéficié d'échanges de vues, de contributions et de commentaires de plus de deux mille personnes, africaines et non africaines, qui ont participé à une série de consultations en face à face et en ligne pendant une période de huit mois.

De juin à décembre 2010, la Banque a invité divers acteurs - responsables gouvernementaux, spécialistes du développement, législateurs et autres décideurs, membres de la diaspora, représentants de la société civile, du secteur privé, des médias, du monde universitaire, etc. - à participer à la révision de la stratégie qu'elle implémente depuis 2005 pour promouvoir le développement sur le continent : le « Plan d'action pour l'Afrique ».

Près d'un millier de parties prenantes ont apporté des contributions dans le cadre de réunions en face à face et d'ateliers organisés dans 36 pays dont 31 en Afrique. En plus, le projet de stratégie initial s'est enrichi de commentaires et de suggestions formulés par plus de 540 participants intervenus en ligne durant la première phase de consultation (juin - septembre 2010).

Au cours de cette phase, les parties prenantes ont soulevé des questions relatives à leurs pays, à leurs sous-régions et au continent. Les points évoqués portaient sur divers sujets, dont notamment la promotion du secteur privé en tant que moteur de croissance, la capacité des États à gérer les ressources et le rôle des organisations économiques sous-régionales à proposer des solutions régionales.

Suite à la publication du projet de stratégie en novembre 2010, la seconde phase de consultation a permis à la Banque de s'assurer que les contributions faites durant la première phase avaient été prises en compte, et de recevoir et incorporer des commentaires supplémentaires au document.

Une large majorité (76%) des 880 personnes ayant participé à cette phase a indiqué que le projet de document rendait bien compte des problèmes de développement auxquels se trouve confrontée l'Afrique.

« Nous remercions tous ceux qui ont participé à ce processus », affirme **M. Shanta Devarajan, Économiste en chef de la Banque mondiale pour la Région Afrique et auteur principal de la stratégie**. « Les commentaires que nous avons reçus confirment ce que nous savons depuis un certain temps, à savoir que les Africains sont les mieux placés pour définir leurs besoins en matière de développement et les interventions nécessaires pour promouvoir la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans leurs pays », a-t-il ajouté.

S'appuyant sur les commentaires issus des consultations, la Banque mondiale articulera désormais son engagement à soutenir l'Afrique autour des deux axes mis en évidence dans le projet de stratégie : i) la compétitivité et l'emploi et ii) la vulnérabilité et la résilience. La gouvernance et les capacités du secteur public sont la base sur laquelle reposent ces axes thématiques transversaux.

Cette base et les axes identifiés tiennent compte des difficultés, des priorités et des opportunités actuelles, notamment de l'absence d'une croissance économique rapide et des possibilités pour l'Afrique de devenir un pôle de la croissance mondiale.

Ils tiennent également compte des réformes internes de la Banque mondiale, dont les plus importantes visent à approfondir la prise en main de la conception et de l'exécution des programmes de développement par les pays bénéficiaires eux-mêmes; élargir l'accès aux données, à l'information et au savoir dans le domaine du développement, notamment le partage des connaissances Sud-Sud ; et renforcer la démarginalisation du personnel de la Banque mondiale de plus en plus décentralisé dans les pays, en particulier les spécialistes et autres responsables basés sur le continent.

« Les partenariats constituent le principal instrument de mise en œuvre de la stratégie », souligne **Mme Obiageli Ezekwesili, Vice-présidente de la Banque mondiale pour la Région Afrique**. « À l'avenir, nous devons prendre appui sur le secteur privé, les acteurs du développement et, plus important encore, la société africaine, dans la mise au point de solutions aux problèmes de développement ; et assurer que nos connaissances et nos ressources financières soient beaucoup plus productives et efficaces. »

Entre autres suggestions, les participants aux consultations ont encouragé la Banque mondiale à :

- Reconnaître le rôle joué de longue date par la Chine dans les échanges avec le continent et dans son développement, et promouvoir et nouer des partenariats plus solides entre l'Asie et l'Afrique, en gardant à l'esprit que l'attrait du continent en tant que destination commerciale augmentera dans les années à venir ;
- approfondir le rôle des acteurs non étatiques tels que les organisations de la société civile dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités de développement ;
- veiller à ce qu'une plus grande place soit faite à l'agriculture, compte tenu des possibilités énormes qu'a ce secteur d'accroître les revenus des pauvres, améliorer la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et créer des opportunités pour le sous-secteur agroalimentaire ; et
- étudier les meilleurs moyens d'intégrer à l'axe stratégique « compétitivité et emploi », le secteur informel qui reste la force motrice de la création d'emplois, en particulier chez les jeunes et les femmes en Afrique.

La Région Afrique de la Banque mondiale finalise à présent la stratégie en tenant compte des nombreux commentaires et contributions reçus et des discussions internes menées au sein de l'institution ; la présentation de la stratégie au Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale est prévue au début de mars 2011.

Une fois adoptée, la nouvelle stratégie sera publiée et mise en œuvre à partir du début de l'exercice budgétaire démarrant le 1er juillet 2011.

Avant l'examen du Conseil et à une date qui sera annoncée ultérieurement, Mme Ezekwesili et M. Devarajan présenteront un aperçu du processus de consultation et les conclusions auxquelles il a permis d'aboutir.

Le Groupe de la Banque mondiale maintient des opérations dans 47 pays d'Afrique au sud du Sahara dans lesquels ses financements sont principalement acheminés par le canal de l'Association internationale de développement (IDA) - l'entité de la Banque dont les fonds sont accessibles aux 79 pays les plus pauvres au monde, y compris 39 en Afrique - et de la Société financière internationale (IFC), l'institution membre de la Banque mondiale spécialisée dans le secteur privé.

En 2010, l'engagement du Groupe de la Banque mondiale en Afrique a atteint le chiffre record de 11,5 milliards de dollars américains consentis en prêts, crédits à taux d'intérêt quasi nul, dons, prise de participation et garanties.

Source : www.worldbank.org du 23/02/2011.

Appel d'offre

Avis d'appel d'offres pour Consultant Individuel chargé de l'Elaboration du Manuel d'Entretien Routier du « FONER », dans le cadre du projet PRO-ROUTES

Financement : DFID

Responsable : PRO-ROUTES

Date limite : le 07 mars 2011

Tél : 081.037.64.94

Email : celluleinfra@vodanet.cd

Adresse : 70A, Avenue Roi Baudouin, Kinshasa/Gombe

Avis d'appel d'offres pour Consultant (cabinet) pour la certification des immobilisations des entreprises Tenke Fungurume Mining et Kamoto Copper Company

Financement : FIG

Responsable : BCECO

Date limite : le 10 mars 2011

Tél : 099 85 84 560 – 099 81 76 480

Email : bceco@bceco.cd, dpm@bceco.cd

Adresse : 372, Avenue Colonel Mondjiba, Concession Utxafrica, Gombe, Kinshasa

Avis d'appel d'offres pour Fourniture de duplicopieurs (Rizograph)

Financement : IDA

Responsable : IRC

Date limite : le 14 Mars 2011

Adresse : 63, Avenue Colonel Mondjiba (Concession Cotex), Ngaliema, Kinshasa

Avis d'appel d'offres pour Recrutement d'une ONG chargée de l'encadrement des peuples Bantous (Monkoto et Oshwe)

Financement : IDA

Responsable : WWF/RDC

Date limite : le 15 mars 2011

Tél : 099 89 13 773

Email : wwfrdc@wwfcarpo.org

Adresse : 14, Av. Sergent Moke, Concession Safricas, Quartier Socimat, Ngaliema, Kinshasa

Avis d'appel d'offres pour Recrutement d'une ONG pour l'encadrement des peuples autochtones (Malebo, Bobangi et Ntondo)

Financement : IDA (

Responsable : WWF/RDC

Date limite : le 15 mars 2011

Tél : 099 89 13 773

Email : wwfrdc@wwfcarpo.org

Adresse : 14, Av. Sergent Moke, Concession Safricas, Quartier Socimat, Ngaliema, Kinshasa

Avis d'appel d'offres pour Fourniture des Equipements de laboratoires de Physique, Chimie et Biologie à l'UPN

Financement : AID

Responsable : PARSE

Date limite : le 07 Avril 2011

Email : cdocparse@unops.org

Adresse : 57, Avenue du Livre 1er Etage, Kinshasa/Gombe

Des mesures incitatives pour le développement du secteur minier en RDC

Source : www.mediacongo.net du 21/02/2011.

Le ministre des Mines Martin Kabwelulu a, en marge du forum international minier d'Indaba tenu du 06 au 10 février 2011 à Cap Town, en République Sud africaine, annoncé des mesures incitatives en vue d'améliorer le climat des affaires en République démocratique du Congo. Il s'agit, selon lui, de la réduction des tracasseries administratives et des délais d'obtention des autorisations ainsi que les actions sociales au profit de la population.

Le ministre Kabwelulu a annoncé à cette occasion l'ouverture de l'appel d'offre de quelque 206.000 kilomètres carrés de la concession minière et la participation des capitaux privés à la création de trois sociétés sur les cendres de la Sakima, ainsi que l'exploitation des ressources en nickel, chrome contenues dans le périmètre de la MIBA (Minière de Bakwanga).

Il s'agit aussi de la relance de l'exploitation de la cassitérite de Manono dans le Haut Katanga, avec la création de la Cominière et la construction des barrages hydroélectriques pour soutenir le développement. Les mesures incitatives du développement du secteur minier, a précisé le ministre, sont accompagnées par des opportunités d'investissement caractérisées par la disponibilité des sociétés financières, notamment les banques de la RDC, ainsi que l'existence d'un fichier cadastral minier. En marge de cette conférence minière d'Indaba, le ministre Kabwelulu a participé du 10 au 11 février à la réunion des ministres de l'Association des pays africains producteurs des diamants (ADPA) au cours de laquelle il a été demandé aux pays membres de s'acquitter de leurs obligations en payant les cotisations et les arriérés.

Ils ont été également invités de ne soutenir la candidature d'un vice-président du processus de Kimberley que lorsque le Zimbabwe aura recouvré son droit d'exporter son diamant.

Il était aussi question de la mise en place d'une commission d'experts chargée de proposer les termes de révision des statuts et règlements intérieur, afin de permettre aux pays producteurs de plus 60 pour cent du diamant du monde de prendre une part active dans la fixation des prix. Le déficit de l'offre en cuivre avoisine les 400.000 tonnes par an

Les participants au forum ont par ailleurs noté que le déficit de l'offre en cuivre avoisine 400.000 tonnes dans le monde pour 2011. Ce déficit pourrait atteindre 600.000 tonnes en 2012. Celui-ci, a indiqué le ministre congolais des Mines, se reflète dans le prix actuel qui oscille autour de 10.000 USD la tonne. Il est consécutif à la fermeture de la plus grande mine de cuivre de l'Australie, tandis que le Chili, le plus grand producteur de cuivre, connaît l'épuisement des gisements, sans oublier aussi l'affaiblissement du dollar.

Climat des affaires : les services publics et les PME invités au respect des textes Source : www.digitalcongo.net du 24/02/2011)

Les services publics de l'Etat sont tenus de respecter scrupuleusement les mesures déjà prises par le gouvernement de la République, dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires

Tels sont, en résumé, les propos du ministre du Plan et président du comité de pilotage pour l'amélioration du climat des affaires et des investissements (CPCAI), Olivier Kamitatu Etsu. Propos qu'il a tenus le mardi 22 février 2011, à l'occasion d'un atelier organisé de vulgarisation à l'attention des cadres et agents des services publics de l'Etat ainsi que les PME de Kinshasa.

Objectif : apporter la vraie information relative à l'amélioration du climat des affaires.

Une manière d'inciter à une croissance du cadre macroéconomique, à travers les investissements. L'organisation de cet atelier s'inscrit dans le cadre de la vulgarisation des mesures déjà prises par le gouvernement, pour assainir le monde des affaires en République démocratique du Congo. A l'issue de cet atelier, plusieurs recommandations ont été formulées tant du côté du pouvoir public que des opérateurs économiques. Parmi ces recommandations figure l'obligation du gouvernement, à vulgariser les reformes déjà initiées pour l'assainissement du monde des affaires et des investissements. Plusieurs personnalités ont rehaussé de leur présence cette réunion.

Dans son mot d'ouverture, le ministre du Plan a reconnu la nécessité d'associer le secteur privé dans les efforts fournis pour l'amélioration du climat des affaires. Selon lui, les PME ont un grand rôle à jouer dans la relance du cadre macroéconomique, surtout dans un pays en pleine reconstruction comme la RDC. Olivier Kamitatu a, par la même occasion, réaffirmé la volonté du gouvernement à promouvoir la création des PME à travers le territoire national.

Pour les organisateurs de cet atelier, l'opinion publique est en droit d'être informée sur le processus d'amélioration du climat des affaires initié par le gouvernement. D'où, la nécessité de vulgariser les mesures déjà prises à ce jour. Quant aux services publics concernés par la reforme, ils sont appelés à s'appropriier ces mesures et à les appliquer effectivement. Le secteur privé et la Société civile, ont été invités à veiller à la mise en œuvre effective de ces mesures pouvant inciter la promotion des investissements. Parmi les reformes décidées par le gouvernement, figure la simplification des procédures pour la création de l'entreprise, la facilitation de l'obtention de licences, l'enregistrement de propriété et autres.

A signaler que par l'arrêté ministériel n°208/CAB/MIN/J/2009, signé le 05 décembre 2009, le ministre de la justice a supprimé l'exigence de certaines formalités relatives à l'immatriculation au nouveau registre de commerce des sociétés commerciales. Il a été décidé à cet effet, la suppression de l'extrait du casier judiciaire, le certificat de résidence, l'attestation de non fonctionnaire et le sceau de l'entreprise.

A ce jour, le coût de l'immatriculation au nouveau registre de commerce est passé de 850 Usd à 120 Usd pour les sociétés étrangères, et de 175 Usd à 120 Usd pour les sociétés des nationaux. Pour les personnes physiques, le coût est passé de 75 Usd à 40 Usd. Le taux des droits proportionnels d'enregistrement de la mutation immobilière a été réduit. De 6% il y a quelques années, il est passé à ce jour à 3%.

En 2010, plusieurs reformes ont été décidées. Parmi celles-ci, l'adhésion de la RDC à l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA) et la promulgation de la loi instituant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Dans ce registre, il faut ajouter la promulgation de la loi n° 10/10 du 27 avril 2010, relative aux marchés publics. Cette loi dicte les nouvelles règles fondamentales relatives à la préparation des projets, à la passation des marchés publics, à leur exécution et contrôle, ainsi que le règlement des contentieux liés aux marchés publics.

Elle s'applique aux marchés de travaux, de fournitures, de services et de prestations intellectuelles par l'Etat, les provinces, les entités territoriales décentralisées, les entreprises publiques et les établissements publics.

Le FMI appelle à une baisse du dollar

Source : www.rfi.fr du 23/02/2011

Dans une note aux ministres des Finances du G20 le FMI a indiqué que selon ses calculs le taux de change du dollar était plutôt surévalué, ceux de l'euro et du yen « globalement conformes » aux fondamentaux économiques, et plusieurs monnaies de pays émergents asiatiques « sous-évaluées ».

Depuis des mois, le FMI juge que l'euro n'est pas surévalué mais qu'en revanche, une baisse relative du dollar serait logique et même souhaitable pour doper les exportations des Etats-Unis, réduire le déficit commercial américain et rééquilibrer la croissance mondiale.

L'institution, dirigée par Dominique Strauss-Khan, considère en effet que l'Amérique doit consommer moins et l'Asie exporter moins pour que l'économie mondiale soit plus saine. Son appel à une dépréciation relative du billet vert est donc aussi un moyen de demander à la Chine de laisser au contraire sa propre monnaie, le yuan, s'apprécier, comme d'ailleurs les forces du marché le demandent. La note du FMI aux ministres des vingt pays les plus riches, fait à nouveau état des risques qui pèsent sur la croissance dans les vieux pays industriels, alors que la surchauffe menace au contraire certains pays émergents. Le fonds monétaire épingle aussi l'administration Obama, jugeant insuffisants ses plans de réduction du déficit budgétaire et fortement improbable la réalisation de la promesse américaine au G20 de diviser en deux le déficit budgétaire américain d'ici 2013.

Pétrole et gaz : la Libye a coupé le robinet vers l'Europe

Source : www.rfi.fr du 23/02/2011.

Les ports et les terminaux pétroliers libyens sont désormais fermés ce qui bloque les exportations d'hydrocarbures. Un quart de la production libyenne serait arrêtée. Une partie de l'approvisionnement, en premier lieu européen, pourrait être perturbée.

La Libye ne pèse que 2% de la production mondiale de pétrole, mais c'est un exportateur de premier rang. Environ 85% du pétrole du pays est destiné à l'Europe. L'or noir libyen représente plus de 20% des importations de l'Italie, l'Irlande et l'Autriche. A titre d'exemple, l'Italie importe 500 000 barils par jour, le tiers de sa consommation. La Suisse, la France et la Grèce sont également assez dépendants du pétrole libyen. Les compagnies étrangères présentes en Libye, dont l'Italien Eni, le Français Total et l'Espagnol Repsol ont suspendu une partie de leur production dans le pays. Les expéditions par Tankers sont également affectées, puisque tous les ports et les terminaux pétroliers sont désormais fermés.

La fourniture du gaz libyen suspendue

Deuxième hydrocarbure touché : le gaz. Le groupe italien Eni a annoncé la fermeture du gazoduc Greenstream qui alimente l'Europe en gaz d'origine libyenne. Greenstream qui relie la Libye à la Sicile, fournit en gaz des clients comme l'Italien Edison ou le Français GDF Suez. Wintershall, filiale du chimiste allemand BASF, a également annoncé l'arrêt de sa production de gaz dans le pays.

Selon les dernières estimations, un quart de la production de pétrole libyen serait, à l'heure actuelle, suspendu. L'Europe doit-elle craindre pour ses approvisionnements ? Non, si l'on en croit, bon nombre de spécialistes et de responsables politiques. « Nous n'avons pour notre part pas de pénurie de pétrole à déplorer pour le moment », a expliqué le ministre anglais de l'Energie, Charles Hendry. Le ministre français de l'Energie, Eric Besson, a également assuré qu'il n'y avait « pas de péril sur les approvisionnements en pétrole ». Côté gaz, l'Europe dispose également de réserves si les approvisionnements libyens étaient interrompus.

Pas de pénurie

La crise libyenne inquiète plus fortement les marchés financiers que celle qui a secoué la Tunisie et l'Egypte. Les marchés ont fortement réagi, le prix du baril a dépassé les 110 dollars, un niveau qu'il n'avait plus connu depuis deux ans et demi. La Libye est, en effet, le premier pays exportateur de pétrole touché par la vague de contestation dans le monde arabe. Les marchés craignent un effet domino. Bahreïn pourrait suivre. Ce royaume du Golfe est un petit producteur. Il exporte 50 000 barils par jour, mais sa proximité avec le Koweït, et surtout avec l'Arabie saoudite le premier exportateur mondial de pétrole, suscite des inquiétudes.

Pour calmer les marchés, l'organisation des pays exportateurs du pétrole (Opep) a fait savoir, par la voix du ministre saoudien du Pétrole, Ali al-Nouaimi, qu'elle serait prête à augmenter sa production en cas de pénurie. « Il y a des inquiétudes et de la peur sur le marché, mais pas de pénurie. L'Arabie saoudite a toujours répondu dans le passé aux situations de pénuries et nous le referons si nécessaire », a expliqué Ali al-Nouaimi. Le pays est susceptible de fournir plus de 4 millions de barils par jour supplémentaire.